

une dégradation du niveau de vie. C'est pourquoi, le budget déposé il y a quelques jours contient de très importantes mesures visant à remédier à la situation, en augmentant le revenu d'un très grand nombre de citoyens canadiens à revenu fixe. D'où le relèvement des pensions. On a beaucoup fait pour l'exploitant agricole, pour augmenter les prix qu'il reçoit et partant son revenu. J'ai le ferme espoir que le gouvernement actuel ne prendra pas d'initiatives qui en réalité feraient diminuer les revenus des producteurs primaires, savoir les exploitants agricoles et les pêcheurs.

• (2040)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Assiniboia (M. Knight) demande-t-il la parole pour invoquer le Règlement ou pour soulever la question de privilège?

M. Knight: Monsieur l'Orateur, le ministre répondrait-il à une question?

L'hon. M. Olson: Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas suffisamment de temps. Toutefois, si je termine avant que mon temps de parole soit écoulé, j'accepterai la question du député.

Une voix: Peureux.

L'hon. M. Olson: Non, je ne suis pas peureux. Non seulement ces députés utilisent leur propre temps de parole pour répandre de faux renseignements, mais ils veulent également s'approprier le mien. Jetons un coup d'œil sur les produits. De quoi se plaignent-ils? Se plaignent-ils du prix du porc, de celui des pommes de terre, ou du prix des céréales, du poisson, des fruits et des légumes? Si c'est de cela qu'ils se plaignent, qu'ils sachent que tout au long de l'année 1971 les éleveurs de porcs au Canada les ont vendus à un prix inférieur au prix de revient. Le gouvernement, ayant reconnu qu'ils étaient ainsi lésés, a affecté 24 millions de dollars à des paiements de compensation pour combler la différence. Maintenant, ils reçoivent un prix équitable pour leurs produits. Certains députés essaient de nier qu'ils y ont droit.

S'agit-il de volailles? Les aviculteurs touchent, à mon avis, un prix beaucoup trop faible pour les œufs, les poulets à griller et les dindons qu'ils produisent. D'ici quelques jours nous leur viendrons en aide, pour redresser cette situation. J'espère que personne ne viendra se plaindre ici de ce qu'enfin ils sont traités équitablement. Bien trop longtemps, les producteurs primaires, agriculteurs et pêcheurs...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il reste au ministre une trentaine de secondes pour terminer son discours. La présidence et peut-être certains députés voudraient pouvoir l'entendre.

L'hon. M. Olson: Pour terminer, je tiens à dire que depuis bien trop longtemps les producteurs primaires, agriculteurs et pêcheurs de ce pays, ont eu un revenu inférieur au revenu national moyen, augmenté dans des proportions bien inférieures à celles dont ont bénéficié les autres secteurs. Le gouvernement persistera dans ses efforts pour améliorer leur situation.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté attentivement le ministre de l'Agriculture (M. Olson), qui vient de nous dire que les producteurs primaires, au Canada, ne touchent pas les revenus qu'ils méritent. Ce n'est pas du tout l'objet visé par la motion actuellement à l'étude, mais j'ai retenu, en passant, que

l'honorable ministre a dit que les cultivateurs se souviendront de ce que le gouvernement a fait. C'est justement parce que les cultivateurs se souviennent, que le gouvernement a peur de déclencher des élections à ce moment-ci.

Monsieur l'Orateur, ceci ne veut pas dire que j'appuie la motion présentée par l'honorable député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis), laquelle se lit ainsi:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement n'a pas réussi à faire face au problème de la hausse soutenue des prix dans le domaine de l'alimentation qui affecte sérieusement le niveau de vie au Canada,...

On a dit que le niveau élevé du coût de la vie n'était pas seulement attribuable à la hausse des prix des aliments.

Je poursuis la citation:

... ni au fait que les bénéfices des supermarchés se sont accrus simultanément à un rythme sans précédent...

Monsieur l'Orateur, il est vrai que les supermarchés ont augmenté considérablement leurs bénéfices. Toutefois, il est également vrai que les ventes globales des supermarchés, il y a 10 ans, s'élevaient à \$100,000 par année et que leurs profits étaient de l'ordre de 10 p. 100. Au fait, il s'agissait plutôt de millions de dollars, mais prenons seulement l'exemple d'un chiffre de ventes de \$100,000.

Aujourd'hui, les ventes des supermarchés ont plus que quintuplé. Cela signifie que les supermarchés vendent pour plus de \$500,000, et même si le pourcentage de profit a diminué d'environ 3 p. 100, ils réalisent néanmoins des profits plus élevés, soit \$35,000—c'est-à-dire 7 p. 100 de \$500,000—comparativement à \$10,000. Il est clair que les profits se sont accrus parce que les ventes ont augmenté.

Monsieur l'Orateur, la motion de l'honorable député de Vancouver-Kingsway stipule que le prix des aliments a considérablement augmenté; il n'a pas augmenté plus que dans les autres secteurs, ce que les néo-démocrates sont prêts, je crois, à reconnaître. Cependant, j'aurais voulu déceler dans ladite motion une proposition concrète. Que doit-on faire, alors? Contrôler les prix? Nationaliser les supermarchés comme semblent le suggérer les néo-démocrates dans leur programme? Plusieurs pays ont procédé à la nationalisation non seulement des supermarchés, mais aussi d'industries prospères qui n'enlevaient rien à personne, mais qui permettaient à tout le monde d'obtenir quelque chose.

Lorsque je suis allé en Tchécoslovaquie, il m'a été donné de visiter les usines fantômes...

Une voix: Nous voilà repartis!

M. Caouette: ... les usines Bata, qui produisaient des chaussures. Je me souviens qu'en 1934, alors que les usines Bata étaient dirigées par l'entreprise privée, elles pouvaient produire suffisamment de chaussures pour fournir le monde entier. Or, aujourd'hui, toutes ces usines sont fermées. La compagnie n'existe plus, et le gouvernement n'a pu maintenir les usines en état de produire.

Monsieur l'Orateur, voilà un exemple de la nationalisation. On a aboli l'entreprise privée et, par le fait même, on a coupé les ailes à l'initiative personnelle, parce que dès qu'on enlève l'ambition, on tue l'individu—il n'y a pas de doute là-dessous—et si les membres du Nouveau parti démocratique ne le savent pas, qu'ils observent ce qui se produit dans les pays qu'ils nous citent comme modèles assez souvent, et ils constateront que c'est exactement ce qui se produit.

Toutefois, allons-nous suggérer de contrôler les prix? Si nous établissons le contrôle des prix, nous devrons également contrôler les salaires...

M. Benjamin: Quels salaires?